DIAL 3343

ÉQUATEUR - Conséquences du système capitaliste dans les communautés et peuples indiens

Humberto Cholango

jeudi 15 octobre 2015, mis en ligne par Dial

Après les mobilisations d'août 2015 contre le gouvernement de Rafael Correa, DIAL propose deux textes pour mettre en lumière les enjeux et acteurs des événements. Le premier texte, rédigé par François Houtart, analyse les événements d'août en les replaçant dans un contexte national et international plus large. Le second, ci-dessous, date d'août 2013 mais permet de mieux saisir les positions d'un des acteurs clés des mobilisations, le mouvement indien.
La Troisième Rencontre latino-américaine Foi et Politique [1] a eu lieu en août 2013 à l'Université andine Simón Bolívar (Quito), à l'occasion des 25 ans de la mort de Mgr Leonidas Proaño. Les présentations et débats réalisées à cette occasion ont été rassemblées et publiées en 2014 dans un ouvrage collectif sous la direction de Nidia Arrobo Rodas, directrice de la Fundación Pueblo Indio del Ecuador. Ce texte est une traduction de l'exposé [2] d'Humberto Cholango, dirigeant historique du mouvement indien équatorien, alors président de la Confédération des nations indiennes de l'Équateur (CONAIE).

Bonsoir à tous.

On m'a demandé de parler du capitalisme et de ses conséquences dans les communautés, les peuples et les nations indiennes. Merci de m'avoir invité. Je veux saluer les organisateurs de cette rencontre et toutes les personnes présentes au nom de la CONAIE.

Nous sommes issus, par la naissance, d'une culture communautaire, d'une culture dans laquelle nous agissons de manière collective et nous vivons sur ces terres depuis que la Terre mère nous a enfantés ou – comme disent certains – depuis que Dieu nous a bénis.

En tant que peuple, en tant que civilisation, nous avons une identité, une culture, nous avons une manière d'être, une vision, une cosmovision qui détermine notre rapport à l'environnement, à la nature.

Le capitalisme est entré avec force dans les communautés indiennes et paysannes, ce dont nous discutons justement en ce moment avec de nombreux dirigeants. Par exemple, la société indienne équatorienne ou la société indienne en général, à l'échelle andine, n'est plus ce qu'elle était il y a une vingtaine d'années. Elle est très différente, au point que, souvent, le risque, le danger existe que cette société indienne devienne elle aussi une société consumériste. C'est le fruit des avancées du capitalisme, qui chasse les communautés des territoires, qui impose une vision des choses, une façon d'être distinctes de ce qui constitue chacun de nos peuples.

Souvent, à nous les Indiens, on nous demande : pourquoi est-ce que vous ne maintenez pas la tradition ? Pourquoi est-ce que vous ne restez pas en communauté ?

Mais comment maintenir tout cela si c'est précisément sur nos territoires que s'exerce le capitalisme le plus inhumain, le capitalisme le plus sauvage qui est représenté par les industries extractives, comme les entreprises pétrolières ou minières, avec les grands travaux d'infrastructure qu'elles réalisent ? Et cela se traduit en pratique par le changement d'un modèle de vie, ou, ensuite, la disparition totale de l'identité de nos peuples.

Ici, en Équateur, par exemple, avec cette opération très proche de nous réalisée par Chevron Texaco dans le nord de l'Amazonie, nous constatons que cette multinationale a provoqué une énorme destruction de la biodiversité, entraîné une pollution gigantesque et, surtout, a réduit l'espace géographique des peuples qui habitaient là-bas. Les nations siona, secoya, cofán, etc. se trouvent pratiquement en voie d'extinction, de déstructuration, et certains disent même que deux nations ont disparu. Et, malheureusement, ce n'est pas seulement le capitalisme pétrolier qui conduit à l'exploitation sur les territoires indiens, car derrière les compagnies pétrolières arrivent les entreprises forestières et la production de biocombustibles, qui toutes entraînent la colonisation de nos territoires ; et, finalement, après tout cela, survient l'imposition d'une culture très distincte, d'une « culture » consumériste qui détruit quasiment l'identité et les moyens de reproduction culturelle de nos peuples.

Sous de très nombreuses formes, le capitalisme s'infiltre dans les communautés indiennes et paysannes. Et c'est un fait que le capitalisme et le consumérisme sont arrivés jusque chez nous. Prenons l'exemple des nouvelles technologies. Qui ne possède pas aujourd'hui de téléphone mobile ? Bien sûr, posséder un mobile n'est aujourd'hui plus un luxe parce qu'il est devenu un outil de travail ou, dans le cas des émigrants, le seul moyen de communication. Évidemment, ce n'est pas seulement le cas des Indiens, mais de la société en général.

Un camarade indien d'Amazonie m'a dit un jour : « Les téléphones de toute la famille me coûtent à eux seuls environ 150 dollars par mois. » Je me demande qui sont les gagnants de l'histoire. Pas le peuple équatorien, ni même l'État. Non. Les gagnants, ce sont le grand capital transnational.

D'autre part, précisément sur les territoires indiens et dans les communautés, il y a des projets qu'on cherche avec force à développer. Le Président de la République soutient que « pour sortir de la pauvreté, et de la misère, et pour sortir de l'extractivisme, il faut faire de l'extractivisme ». C'est en gros comme si on disait à un alcoolique de boire de l'alcool pour sortir de l'alcoolisme.

Je ne sais pas, c'est une logique que nous ne comprenons pas ; peut-être que nous nous trompons, mais nous ne comprenons pas. Comment comprendre qu'on impose des exploitations minières sur les territoires indiens, sur les terres des paysans, ou qu'on impose de nouvelles concessions pétrolières ? Comment comprendre la décision d'exploiter le Yasuní [3] ? On a appris dernièrement qu'on veut imposer aussi une nouvelle concession pétrolière dans le centre sud de l'Amazonie, qui va toucher au moins sept nations et peuples indiens. Concrètement, ce sont trois millions d'hectares qui risquent d'être touchés par la politique pétrolière actuelle.

Mais ce n'est pas tout. Concernant l'agro-industrie, on a adopté des politiques avantageuses pour ces industries, les mêmes qui ont déjà bénéficié de la concentration des terres. La terre s'accumule dans un nombre de mains de plus en plus réduit. Le capital de l'agro-industrie est aussi le secteur où les Indiens et paysans les plus modestes sont exploités parce qu'ils constituent une main-d'œuvre bon marché, main-d'œuvre très prisée pour la production de fleurs, de brocoli, d'huile de palme, de bananes… Dans ce secteur, ce sont en particulier les jeunes Indiens, hommes et femmes – celles et ceux qui n'entrent pas à l'université – qui sont embauchés.

On voit ainsi comment le capitalisme se transforme, très clairement par le biais de la modification de lois et de structures, pour favoriser l'expansion d'un modèle économique. On voit en outre qu'il doit opérer un coup de force géopolitique pour arriver jusqu'à nos communautés et, quand nous lui faisons face et lui résistons comme nous l'avons toujours fait, nous sommes accusés de terrorisme non seulement dans le cas équatorien mais aussi au niveau régional.

C'est ainsi qu'en Équateur – ces dernières années – 204 camarades dirigeants indiens ont été accusés de

terrorisme par le gouvernement actuel. Tous n'ont bien sûr pas été accusés directement par le gouvernement, mais le gouvernement a engagé cette politique et les entreprises pétrolières, minières, productrices de brocoli lui ont emboîté le pas en déposant accusations et plaintes contre nos dirigeants et nos leaders.

Quand nous résistons, quand nous nous opposons à la politique extractiviste, ils nous disent que nous sommes des « écologistes infantiles » [4] ou des « Indiens infantiles », mais je crois qu'en tout temps, le devoir éthique et moral de tout révolutionnaire est de défendre la nature, la biodiversité et la Pachamama. Sinon, qui mènera la lutte, qui d'autre les défendra ?

Pour cette raison, par exemple, l'affaire du Yasuní nous étonne aujourd'hui parce que le Président se rétracte et annonce l'exploitation du pétrole dans le parc national Yasuní (bloc ITT). Nous partagions auparavant avec le gouvernement l'initiative de laisser le pétrole sous terre, nous l'avons soutenue de toute notre force. À cette époque, qui ne remonte qu'à quelques semaines, oui, nous étions tous révolutionnaires, du Président au dernier frère waorani qui vit dans la jungle, en appuyant l'idée de ne pas exploiter le Yasuní. Mais maintenant que le Président retire la proposition de laisser le pétrole sous terre et que, de notre côté, nous continuons de soutenir cette proposition de défendre le parc Yasuní, on nous traite d'« écologistes infantiles ».

Une chose doit être bien claire, en particulier pour les nombreux camarades de l'étranger en visite chez nous et qui participent à cette rencontre : notre lutte et notre résistance sont contre l'extractivisme. Notre lutte n'est pas contre le gouvernement, nous n'agissons pas par opposition au gouvernement. Comme l'a dit Monsieur le recteur de l'université [5], nous reconnaissons les choses importantes qu'il a réalisées : fermer la base militaire [états-unienne] de Manta, refuser de signer le traité de libre-échange, promulguer la nouvelle Constitution de l'État, mener dans la région le mouvement en faveur de la CELAC, de l'UNASUR et de l'ALBA. Autant de propositions que nous avons toujours travaillées et défendues. Mais, de là à reculer, à s'opposer au mouvement indien, à taxer les Indiens de terroristes, personne ne comprend.

Nous avons dit en face au Président de la République que nous sommes d'accord avec lui lorsqu'il affirme que l'insurrection colombienne n'est pas terroriste. Pourquoi alors les Indiens ici seraient-ils terroristes ? Notre opposition n'est pas aveugle, elle ne relève pas du ressentiment ni du fondamentalisme ; nous pensons simplement que le mieux pour notre pays, pour les peuples indiens et pour la planète est de ne pas exploiter le Yasuní. Et nous avons des propositions que l'on pourrait mettre en œuvre pour faire entrer des devises sans nuire au parc national. Le Président nous dit que l'exploitation du bloc ITT dans le Yasuní rapportera 18 000 000 000 dollars en 25 ans ; mais, ce faisant, on mettra en péril non seulement la vie des peuples mais aussi l'énorme biodiversité que le parc abrite.

Comme alternative, nous pensons qu'il est possible d'effectuer une réforme fiscale en profondeur, en revoyant les subventions consenties aux plus fortunés, aux banques, à la grande chaîne de l'agro-industrie. Une autre alternative serait, par exemple, de nationaliser la téléphonie mobile – je signale au passage qu'en Équateur, 68 % de la téléphonie mobile sont contrôlés par une société transnationale de l'actionnaire Carlos Slim. Sur ce seul poste, on pourrait récupérer, selon les études, environ un milliard de dollars par an. En 25 ans, nous aurions ainsi vingt-cinq milliards de dollars pour la seule téléphonie mobile, beaucoup plus même que l'exploitation du Yasuní. Les propositions créatives ne manquent pas ; ce qui se passe, c'est qu'on pense parfois d'abord au plus facile, à la manière de trouver rapidement de l'argent quelque part. Les gouvernements manquent de créativité et de décision politique.

En conclusion, je vous dirai que notre mouvement indien, malgré toutes ces difficultés, va poursuivre la lutte. Nous avons résisté à des moments très durs et très difficiles. Nous avons des divergences avec le gouvernement actuel mais reconnaissons les avancées sur des points importants. Nous disons que sur les thèmes importants qui existent, nous irons de l'avant, que sur les points de désaccord, nous ferons face, nous critiquerons et mettrons sur la table des propositions, et s'il faut lutter comme dans le cas du Yasuní, nous défendrons et nous lutterons. C'est ce que nous a enseigné Mgr Leonidas Proaño et je crois que c'est ce que nous devons continuer.

Que soient bienvenues les propositions de la part des secteurs les plus humbles, des plus humiliés et des

plus offensés de la patrie. Je crois que là, nous répondons avec des propositions plus démocratiques et viables mais, quand nous le faisons, nous sommes disqualifiés par un flot de termes méprisants.

Cependant, même ainsi, nous allons continuer avec notre organisation parce nous, les peuples indiens de l'Équateur, nous ne sommes pas venus sur ces terres en visite, nous ne sommes pas seulement de passage sur ces terres. Nous sommes ici sur cette terre parce que nous y sommes nés, nous y avons poursuivi la lutte et nous allons continuer ici. Nous ne sommes pas là pour dix ans, pour des circonstances données, mais pour continuer de défendre et bâtir notre patrie et notre nation.

Merci beaucoup.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3343.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Humberto Cholango, « Consecuencias del sistema capitalista en las comunidades y pueblos indígenas del Ecuador », dans Nidia Arrobo Rodas [dir.], *Memorias del Tercer Encuentro Latinoamericano Fe y Política : Pachamana, agua, territorio y territorialidad en contexto del capitalismo global y alternativas desde la fe de los pueblos – Homenaje a Monseñor Leonidas Proaño*, Quito, Fundación Pueblo Indio del Ecuador, 2014, p. 46-50.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Dont DIAL a publié la Déclaration finale fin 2013, voir DIAL 3264 - « ÉQUATEUR - 3e Rencontre latino-américaine Foi et politique « Pachamama, eau, territoire et territorialité dans des contextes de capitalisme global et alternatives à partir de la foi des peuples » : déclaration finale ».

[2] Humberto Cholango, « Consecuencias del sistema capitalista en las comunidades y pueblos indígenas del Ecuador », dans Nidia Arrobo Rodas [dir.], *Memorias del Tercer Encuentro Latinoamericano Fe y Política : Pachamana, agua, territorio y territorialidad en contexto del capitalismo global y alternativas desde la fe de los pueblos – Homenaje a Monseñor Leonidas Proaño*, Quito, Fundación Pueblo Indio del Ecuador, 2014, p. 46-50.

[3] Nom d'un gisement pétrolier important situé dans un parc national – note DIAL.

[4] Une expression du président Rafael Correa – note DIAL.

[5] De l'Université andine Simón Bolívar, siège de la rencontre – note DIAL